

Date: Thu, 19 Dec 2013 23:31:30 +0100 (CET)

From: farge <farge@lmd.ens.fr>

To: Bernard Legras <legras@lmd.ens.fr>, relais-info@manne.lmd.jussieu.fr

Subject: Re: [Relais-info] Fwd: [INSU-IST] Acces aux publications d'Elsevier a partir du 01/01/2014

Bonsoir,

Bernard a tout a fait raison, la publication, meme purement electronique avec archivage perenne, a un cout et c'est un ensemble complexe de metiers que nous autres chercheurs n'avons pas envie d'assurer. Il y a deja beaucoup d'exemples de revues en Diamond Open Access (DAO) dans des pays et des communautes motives, et ce depuis longtemps. Depuis plus de 15 ans l'Etat Bresilien finance sur de l'argent public (FAPESP/BIREME/CNPq) la plateforme SciELO (Scientific Electronic Library Online) qui publie 958 revues scientifiques en acces ouvert. Il y a aussi des journeaux qui sont publies en open access sans que les auteurs n'aient a payer d'APCs (Author Processing Charges), par exemple JMLR (Journal of Machine Learning), qui existe depuis plus de 10 ans, ou IPOL (Image Processing On Line), qui publie articles et algorithmes en DAO (on peut meme utiliser et tester l'algorithme sur ses propres donnees). Pour ma part je vise une autre solution, car les chercheurs n'ont pas a se substituer aux editeurs mais seulement a controler la facon avec laquelle ils diffusent les articles que nouscrivons et evaluons. Le peer-reviewing est la colonne vertebrale de l'edition scientifique et notre salaire nous retribue pour l'assurer.

Le Diamond Open Access repose sur quelques principes que je vous resume:

- 1- La production de la science est financee en majeure partie par de l'argent public, mais ce serait en pure perte si les chercheurs ne pouvaient pas diffuser leurs resultats. Il faut donc integrer production et diffusion des resultats de la recherche afin d'eviter que les fonds publics ne soient utilises

a racheter nos articles a des couts hors de proportion du service apporte par les publicheurs (je fais cet anglicisme pour eviter la confusion avec le mot editeur que je reserve comme traduction francaise du mot 'editor'), etant donne que le travail de verification par les pairs (nous-memes) est finance par nos salaires.

2- Nous devons retrouver le controle de nos articles, ce qui implique que les journeaux doivent appartenir aux comites editoriaux (qui continuent a travailler comme avant mais avec un cadre legal approprie, de type association) et non aux publicheurs, comme c'est encore souvent le cas.

3- Nous devons developper collectivement (entre chercheurs membres des comites editoriaux, informaticiens du logiciel libre, specialistes de l'information et publicheurs qui acceptent d'etre mis en concurrence en tant que fournisseurs de service) des plateformes pour l'edition et la publication electronique des journeaux. Celles-ci seront des unites de service fonctionnant sur le modele des centres de calcul dont le financement et le fonctionnement sera assure par de l'argent public.

Bernard, tu as raison de dire que cela coute cher, mais je t'objecte que le CNRS a deja tout ce qu'il faut, et a budget constant. En effet ce n'est pas une question d'argent mais de reorganisation. Sais-tu que l'INIST a Nancy, qui est rattache a la DIST (Direction de l'Information Scientifique et Technique du CNRS), emploie 230 fonctionnaires (plus une vingtaine de CDD et de CDI a leur service) qui connaissent tres bien les sciences de l'information? Ces personnes pourraient se mettre enfin a travailler au service des chercheurs et non a leurs depends. Sais-tu que l'INIST a ete condamne le 11 Decembre dernier par la Cour de Cassation pour nous avoir vendu des articles qui sont en acces libre sur Internet (sans avoir meme demande l'autorisation aux auteurs)? Sais-tu que l'INIST diffuse sur ses portails les revues des editeurs commerciaux (Elsevier, Springer, IOP...) mais pas les revues des societes savantes? Il y a les 2000 revues d'Elsevier (dont beaucoup ne sont pas consultees par les chercheurs) mais aucune des revues de l'APS (PRL, les Phys. Rev., ...), de l'IAP, de l'AMS (American Math Soc), du SIAM, de la

SMF (Soc. Math. France) ne s'y trouvent, ce que nous denonçons depuis longtemps sans succès. Bref, il est grand temps que les choses changent et c'est à nous autres chercheurs d'exiger que l'INIST diffuse 'nos' revues, celles dont nous avons besoin et celles que nous produisons. C'est un scandale que le CCSD (Centre pour la Communication Scientifique Directe) ne dispose que de 5 personnes pour maintenir et développer HAL et mettre en place les épiphytes dont nous avons besoin. C'est à l'INIST de collaborer avec le CCSD pour l'aider à assurer ses missions d'utilité publique (HAL est le nœud français du réseau européen OpenAIRE et un des 10 sites miroirs d'arXiv au monde).

Dernière chose à laquelle Olivier fait allusion avec justesse, car publication et évaluation sont liées. Il est également urgent que les institutions publiques qui financent la recherche empêchent les éditeurs de contrôler et de manipuler la bibliométrie. Sais-tu que Web of Science appartient à Thomson Reuters et SCOPUS à Elsevier? Ce sont eux qui choisissent les journaux qu'ils jugent de qualité suffisante pour être pris en compte dans les indicateurs bibliométriques... Ne serait-ce pas plutôt à nous de définir les revues qui nous sont utiles?

En conclusion je n'ai jamais prétendu que la publication est gratuite, mais que si on laisse la possession de nos revues aux éditeurs on leur donne le pouvoir de manipuler à leur profit notre travail. C'est à ceci qu'il serait grand temps de mettre fin, mais il est peut-être déjà trop tard, les intérêts en jeu étant par trop faramineux.

Bonnes Fêtes à tous!

Marie